

**dfi analyse**  
Brexit ! – L'Europe à la croisée des chemins. Le couple franco-allemand face à un enjeu historique – *page 1*

**dfi information**

Présentation d'un nouvel ouvrage collectif à Karlsruhe – *page 5*

XXXII<sup>ème</sup> Conférence annuelle du dfi – *page 6*

Que fait l'Allemagne ? – *page 7*

France – Allemagne : Relancer le moteur de l'Europe – *page 8*

Bonne coopération entre la Chambre de Commerce et d'Industrie de Ludwigsburg et le dfi – *page 9*

Coopérer – mais comment ? – *page 9*

On y va – une subvention, et plus encore – *page 10*

Journée de l'automobile à Tübingen, Allemagne – *page 10*

L'heure du conte à l'Institut franco-allemand – *page 11*

« Pour travailler sur la France, c'est le lieu idéal... » – *page 11*

**dfi service**

MEGA Programme – *page 12*

Postdoctoriales transfrontalières à Luxembourg, du 7 au 10 novembre 2016 – *page 12*

# Brexit ! – L'Europe à la croisée des chemins

## Le couple franco-allemand face à un enjeu historique



Source : [wikimedia.org](http://wikimedia.org)

**dfi analyse** Le 23 juin 2016, les citoyens de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont décidés à une courte majorité à sortir de l'Union européenne (UE) laquelle doit faire face à un enjeu historique. Pour la première fois, un État membre s'apprête à faire usage de son « droit de retrait de l'Union européenne » (art. 50 du traité de Lisbonne sur l'Union européenne).

Au-delà du défi consistant à remplacer l'« acquis communautaire » c'est-à-dire les textes de lois et accords internationaux des 59 dernières années (depuis le traité de Rome de 1957) par des accords bilatéraux, se posent d'autres questions plus fondamentales de nature politique. De nombreux points de discordance discutés au Royaume-Uni se retrouvent aussi dans les débats « pour » ou « contre » l'UE qui ont lieu actuellement dans presque tous les États membres et qui conduisent déjà à des tensions et des conflits allant jusqu'à la violence physique. Des réponses qui y seront données dépendent la forme future de l'UE et l'existence même de cette union entre États. Comme par le passé, les deux principaux pays membres et puissances économiques que sont la France et l'Allemagne incarnent des préférences différentes et des réponses à apporter en

partie opposées. De la définition rapide d'un compromis franco-allemand dépend en conséquence l'aptitude des Européens à agir en commun et finalement à surmonter la crise. Si l'Allemagne et la France veulent avoir une chance que leur compromis soit acceptable pour toute l'UE, elles doivent intégrer les préférences des autres États membres et prendre en compte la logique supranationale de l'Union européenne.

Tout d'abord se pose la question de savoir quelle réaction il convient d'avoir devant le vote du 23 juin. D'une part, le résultat du référendum n'a pas sur le plan juridique valeur d'obligation, et les principaux partisans du mouvement en faveur du retrait jouent pour l'instant la montre, avant d'informer « officiellement » les autres Européens de leur souhait de quitter l'UE. C'est seulement ensuite que pourraient débiter les négociations de retrait. D'autre part, les négociations pour le retrait offriront l'occasion (ou plutôt créeront la nécessité) de se mettre d'accord sur l'avenir de l'UE des 27. Ceci devrait aussi être considéré comme une chance de clarifier le futur chemin à suivre. La France et l'Allemagne se voient là confrontées à la question de savoir comment imaginer ensemble, malgré les différences croissantes qui les séparent, l'avenir de l'Europe, mais aussi

*Lire la suite page 2*

*Suite de la page 1*

comment contrer le nombre croissant d'opposants à l'UE dans chacun des deux pays. Dans le même temps, la grande adhésion de la population de ces deux pays à une étroite coopération franco-allemande en Europe légitime toujours l'action commune. Dans un sondage représentatif publié le 29 juin, mené par les instituts Infratest Dimap et TNS-Sofres et commandité par la Radio de la Sarre, les sondés se prononcent à 83% en Allemagne et à 77% en France en faveur d'une coopération encore plus étroite des États membres de l'UE. Ils sont 70% à se dire favorables à une politique économique et budgétaire commune. 71% des Allemands et 66% des Français rejettent le rétablissement des monnaies nationales. 81% des Allemands et 76% des Français considèrent les relations bilatérales comme très stables. Pour ce qui est de la représentation de leurs propres intérêts, les Français estiment cependant (à 71%) que les Allemands sont sensiblement plus égoïstes qu'eux, tandis que les Allemands ne sont que 59% à partager cette opinion à propos de leurs voisins.

### Quelle réaction au Brexit ? – Prendre au sérieux le choix qui a été fait

Avec une majorité de 1 269 501 voix (pour 33,5 millions de suffrages exprimés), le camp du Brexit a remporté le vote. Malgré cette courte majorité, au regard de la portée et des conséquences de la décision, un non-respect du référendum au Royaume-Uni s'apparenterait bien dans l'immédiat à un suicide politique. Cela ne signifie cependant pas que les hommes politiques qui assument à présent la responsabilité soient pressés de quitter l'UE. David Cameron laisse à son successeur le soin de négocier le retrait. Son concurrent au sein du parti, Boris Johnson, un des leaders de la campagne en faveur du leave, se montre serein et annonce, à la surprise des autres Européens, qu'un Brexit n'a actuellement rien d'urgent. En même temps, il lui manque le courage ou la force de briguer la succession de David Cameron pour ensuite mener lui-même les négociations du Brexit. Bien que la balle soit actuellement dans le camp britannique, les autres gouvernements européens devraient se souvenir qu'une négociation nécessite au moins deux parties, et que par conséquent ils peuvent tout à fait exercer une influence sur le début et les modalités des pourparlers, et qu'ils peuvent par exemple empêcher les Britanniques de ne choisir que ce qui les arrange. Les échanges durant le dernier sommet de l'UE les 27 et 28 juin dernier montrent que les 27 États membres qui restent s'entendent pour aller dans ce sens.

Les stratégies pour les négociations du retrait peuvent se réduire à deux positions. D'un côté, l'on souhaite faire de la Grande-Bretagne un



*Morte pour l'Europe – le gros titre des Dernières Nouvelles d'Alsace du 17 juin 2016.*

Source : avec l'autorisation des DNA

exemple en faisant en sorte que sa sortie de l'UE soit la plus claire possible et qu'elle ait un coût élevé pour le Royaume-Uni. L'intention est avant tout de montrer aux « Européens qui restent » quelles en sont les conséquences. Comme cela suppose que le reste de l'UE adopte la même position à l'égard du Royaume-Uni, les représentants de cette approche ont l'espoir d'utiliser la dynamique collective ainsi acquise comme levier pour intensifier ou du moins réformer l'UE, chose nécessaire à leurs yeux. Les partisans de ce camp se trouvent principalement dans les institutions communes (Parlement européen, Commission européenne), mais aussi au sein des gouvernements français et italien. Les sociaux-démocrates allemands semblent eux aussi adhérer à cette position.

D'un autre côté, certains proposent de discuter le retrait de l'UE de manière rapide et sans faire de difficultés, et d'en profiter pour réaliser par la même occasion les accords bilatéraux désormais



*Campagne contre le Brexit.*

Source : Albert Bridge, wikimedia.org

indispensables, de manière à opérer la transition la plus parfaite possible. L'intention derrière cela est avant tout de continuer à utiliser les avantages économiques du marché unique, donc à garantir la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des travailleurs dans les deux sens – en provenance et en direction du Royaume-Uni. D'autres pays associés à l'UE tels que la Suisse ou la Norvège constituent en cela des modèles. Les représentants de cette stratégie se comptent parmi les gouvernements des États exportateurs (l'Allemagne, les Pays-Bas) ainsi que parmi les représentants des intérêts des grandes fédérations industrielles.

Si l'on réduit les arguments présentés à ces deux positions, les priorités que les membres restants devraient poser pour les négociations de retrait apparaissent clairement. Le point de départ doit consister à prendre au sérieux le référendum et la volonté populaire de la Grande-Bretagne. Justement, du côté des eurosceptiques de tous les pays, la méfiance est grande à l'égard d'une prétendue élite technocratique et politique qui ne prendrait pas au sérieux les décisions démocratiques au sein de l'UE. L'amertume dans le camp des eurosceptiques, aux Pays-Bas et en France par exemple, demeure encore grande après le rejet du traité constitutionnel de l'UE lors des référendums de 2005. Le même traité, modifié seulement sur quelques points, a finalement été appliqué par voie parlementaire en 2007. L'Irlande a dû s'y reprendre par deux fois avant d'obtenir l'approbation du Traité de Lisbonne par les urnes (sans modification du texte, mais avec quelques explications au regard de l'interprétation de certains articles du traité, qui avaient fait l'objet de critiques en Irlande). Au vu précisément du soi-disant « déficit démocratique » de l'UE, il serait fatal de continuer à accentuer cette impression. Avec Wolfgang Schäuble, il convient de dire pour le moment « dedans c'est dedans, dehors c'est dehors ».

Il est de l'intérêt des responsables politiques de rapidement faire de cette position de départ, au fond évidente, la base d'une position de négociation commune de l'UE. Comme pour le résultat d'un référendum « qui juridiquement n'a pas valeur d'obligation », il serait politiquement fatal de laisser planer un doute sur ce simple fait. Comme l'a dit le Premier ministre italien Renzi lors de sa rencontre avec la chancelière Merkel et le président Hollande à Berlin juste après le Brexit : « Il ne faut pas jouer avec la démocratie ». Cela signifie aussi s'opposer aux jeux tactiques des représentants du parti conservateur de Grande-Bretagne qui font finalement passer les intérêts de leur parti avant le bien commun britannique et européen. Comme il convient tout d'abord que le gouvernement britannique franchisse les étapes formelles désormais nécessaires, les Européens qui restent au sein de l'UE ne peuvent influencer le

*Lire la suite page 3*

*Suite de la page 2*

cours des choses que par leur union et par la référence aux normes démocratiques qu'ils partagent et dont ils exigent le respect aussi par la Grande-Bretagne.

L'élaboration d'une position de négociation commune pour pouvoir affronter le gouvernement britannique ne signifie pas pour autant qu'il faille en arriver nécessairement à une négociation avec des « gagnants » et des « perdants ». Cela irait à l'encontre de l'idée fondamentale de l'UE qui a guidé le processus d'union depuis les années 1950. Les contacts et relations multiples qui existent de fait et conduisent à ce que les deux partenaires dépendent réciproquement l'un de l'autre, font en sorte qu'aucun des deux côtés ne peut être pénalisé unilatéralement sans que cela ne se fasse également au détriment de l'autre côté, du moins d'une partie des forces représentées. Par exemple, l'industrie mécanique et l'industrie automobile ressentiraient particulièrement le coût d'un « brexit immédiat » tant au Royaume-Uni que dans l'UE. Il en va de l'intérêt de l'UE de continuer à maintenir des relations étroites et contractualisées avec la Grande-Bretagne et à garantir l'intégration du pays et de ses citoyens dans le marché commun. De cela dépendent non seulement des avantages économiques pour les deux parties mais encore la poursuite de programmes de recherche communs, d'échanges entre élèves et étudiants, etc. En regardant l'histoire de l'UE, il convient cependant de garantir à présent que le Royaume-Uni, en tant qu'État associé, ne puisse plus à l'avenir empêcher l'UE et ses membres de décider et d'agir collectivement.

Par conséquent, il serait bon que les pourparlers débutent rapidement. Les États membres qui demeurent dans l'UE ont tout intérêt à s'opposer ensemble et de manière unie à l'ancien membre qu'est désormais le Royaume-Uni en adoptant une position unitaire, s'ils ne veulent pas que le retrait d'un pays ne contribue aussi au déclin de l'UE toute entière.

### Quel enjeu pour le couple franco-allemand ?

Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a déjà fait savoir qu'il s'attendait à « une contribution particulière du moteur franco-allemand » aux négociations sur le retrait et à la définition de la voie à suivre pour l'avenir de l'UE. Les États membres demeurent les acteurs décisifs dans les décisions sur la forme et les membres de l'UE et sur son évolution future. Ils agissent cependant dans le cadre des opportunités et des contraintes définies par l'UE. C'est pourquoi, dans une telle situation qui correspond plus à des « relations internationales » entre États qu'à une « politique commune » dans une quasi-fédération,



*David Cameron annonce sa démission en tant que Premier ministre.*

*Source : Tom Evans, wikimedia.org*

un rôle particulier revient à la France et à l'Allemagne. Structurellement, ces deux pays constituent les États membres les plus puissants démographiquement et économiquement (ce qui en soi ne serait cependant pas suffisant). La France et l'Allemagne incarnent encore et toujours sur de nombreuses questions politiques et sociales des positions diamétralement opposées, qui reflètent souvent dans leurs divergences les conflits européens fondamentaux traversant les autres États membres. Mais en fin de compte, le rôle particulier que jouent les deux pays ne s'explique que par leur responsabilité historique. Le processus d'intégration s'est développé autour du conflit franco-allemand et dans le but de le désamorcer. Après la guerre de 1870 et les deux Guerres mondiales, cette idée n'avait besoin d'aucune autre justification. C'est de là que découle jusqu'à aujourd'hui le fait que la France et l'Allemagne détiennent des ressources symboliques particu-

ation (a) qui nécessite des négociations entre États, (b) dans laquelle la France et l'Allemagne incarnent des positions différentes, représentatives de tous les autres États membres, (c) qui nécessite une solution conforme au sens de l'idée fondamentale de l'intégration européenne et de la réconciliation franco-allemande et enfin (d) dont la préparation repose des deux côtés sur des discussions et une coopération intenses entre des acteurs politiques et publics. Si ces quatre conditions sont réunies, alors la coopération franco-allemande continue de prendre en charge son rôle de « moteur de l'UE ». Cette équation peut évoluer aujourd'hui du fait de la « politisation » croissante de la politique européenne. Les désaccords en matière de politique intérieure sur certaines politiques européennes, mais aussi récemment sur le sens et la légitimité de l'intégration européenne en tant que telle, couvrent de plus en plus l'argument développé plus haut d'une légitimation de l'intégration européenne par une « responsabilité historique » de la France et de l'Allemagne. Dans le quotidien politique, cela signifie que les deux chefs de gouvernement ont de plus en plus de mal à justifier leurs compromis (c'est-à-dire le fait qu'ils s'éloignent de leurs préférences nationales) par un intérêt européen commun supérieur (voire même un intérêt général) et à rassembler une majorité autour de cela. Autant le Front National que l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne mobilisent leurs partisans en rejetant explicitement l'idée de compromis coûteux et douloureux faits « au nom de l'Europe ».



*Campagne contre le Brexit. Source: wikimedia.org*

lières, qui motivent et mobilisent les groupes d'intérêt et les acteurs de la société civile bien au-delà de la politique, pour une coopération, un rapprochement et une entente. Et finalement, seule la relation franco-allemande dispose d'un processus institutionnel particulier qui non seulement permet une concertation permanente entre les deux gouvernements, mais l'y contraint parfois. Autrement dit, le « moteur franco-allemand » dépend donc de ces quatre conditions : une situ-

La situation qui fait suite à la volonté de retrait du Royaume-Uni demande que la France et l'Allemagne prennent les rênes : les États membres de l'UE sont en fine les acteurs décisifs dans les questions relatives à l'affiliation à l'UE. Les gouvernements français et allemand ont annoncé très rapidement après le référendum britannique vouloir influencer ensemble la poursuite du développement. Ils ont chacun présenté au public leur appréciation de la situation. La

chancelière Merkel n'a pour l'instant laissé paraître aucune hâte et a déclaré : « Chaque proposition pouvant sortir l'Union européenne des 27 de cette crise est la bienvenue. Chaque proposition qui au contraire accentue les forces centrifuges qui mettent l'Europe déjà tellement à l'épreuve aurait des conséquences imprévisibles pour nous tous. » (déclaration du gouvernement devant le Bundestag le 28 juin 2016). Cela signifie aussi

*Lire la suite page 4*

*Suite de la page 3*

qu'elle refuse les initiatives allant dans la direction d'une « coopération flexible » ou d'une « intégration approfondie » autour d'un noyau dur d'États-membre et qu'elle tient à assurer l'unité de l'UE telle qu'elle est désormais. Cette position allemande au regard des intérêts géopolitiques et stratégiques du pays en Europe de l'Est est facilement compréhensible, même s'il existe déjà une Europe des différentes zones intégrées (Schengen, Euro). Il est tout aussi bien connu que la chancelière refuse chaque pas vers plus d'intégration qui signifierait davantage de redistribution (par des eurobonds, par un allègement de la dette ou d'une assurance chômage européenne ou autre), même si ici les raisons de politique intérieure jouent un rôle important dans son calcul.

Le président Hollande au contraire s'est déjà positionné au mitan de son mandat et à nouveau récemment, en faveur d'un noyau dur européen, qui de son point de vue représente la seule possibilité de réfréner les forces centrifuges dans son propre pays et dans l'ensemble de l'UE. Ce n'est qu'ainsi qu'il voit la possibilité de concrétiser son idée d'une « Europe qui protège », dans laquelle les membres avancent sur la voie d'une harmonisation fiscale et sociale, et où il serait possible d'empêcher le dumping social mais aussi de mobiliser des moyens européens conséquents pour des investissements stratégiques et de croissance. Comme il n'indique nullement comment il souhaite réaliser cette vision et quel rôle joueraient les institutions supranationales, il est fort à craindre que cette proposition mènera à la mise en place de nouvelles contraintes, que ce soit des contrôles aux frontières, dans le domaine de la sécurité ou des restrictions d'accès au marché de l'emploi pour les citoyens européens. Comme



*Déclaration conjointe de François Hollande, Angela Merkel et Matteo Renzi (de g. à dr.)*

Source : <http://www.elysee.fr>

pour les priorités de la chancelière, la position française est elle aussi imprégnée de considérations de politique intérieure et de réflexions géostratégiques. Au sein d'une Union européenne réduite, aux six États « d'origine » par exemple, la France retrouverait automatiquement davantage d'influence et de poids qu'à présent dans l'Union des 27. Cette considération est partagée par une large frange de l'élite française, au-delà des clivages entre partis. Le candidat à la primaire des conservateurs, Alain Juppé, déclarait dans l'édition du 28 juin du quotidien *Le Monde* : « Une certitude : l'Europe de demain, encore plus qu'aujourd'hui, sera à plusieurs vitesses ». Et l'influent politologue Christian Lequesne de revendiquer : « Il convient de réaffirmer vite un projet politique de noyau dur avec l'Allemagne ».

Les deux objectifs, allemand et français, sont en soi légitimes et méritent d'être respectés. Ils reflètent le conflit fondamental entre « élargissement » et « approfondissement » qui réapparaît tout au long du processus d'intégration européen depuis les premières phases d'élargissement dans les années 1960. Comme cela a été le cas

jusqu'à présent, un compromis devrait réunir les deux éléments, ce qui risque de se révéler difficile dans la situation actuelle. Comment par exemple continuer d'assurer dans l'ensemble de l'Union les « quatre libertés fondamentales » (circulation des marchandises, des services, des capitaux, et des travailleurs) indispensables au fonctionnement du marché unique et en même temps continuer de garantir les standards sociaux d'une partie des États membres ? Si l'UE veut rester fidèle à elle-même et faire de l'acceptation et du respect de ses différences une force (selon sa devise « Unie dans la diversité »), un compromis semble ici difficile.

C'est notamment pourquoi il était intéressant que la chancelière ait invité à Berlin le 26 juin, avec le président Hollande, le Premier ministre italien Renzi. Un compromis « à trois » aurait potentiellement davantage de chances d'être accepté par les autres États membres qu'un « directoire franco-allemand », que dénoncent déjà quelques États d'Europe de l'Est. En termes de population et de puissance économique, ces trois pays représentent les « grands » États membres restants. Tout comme l'Allemagne et la France, l'Italie symbolise en tant qu'État fondateur la « responsabilité historique » particulière pour le processus d'intégration. Toutefois, malgré les relations extrêmement étroites de l'Allemagne et de la France, respectivement, avec l'Italie, il manque un traité semblable au traité de l'Élysée, qui organise un lien entre la société civile et la politique, ainsi qu'un processus de recherche de compromis permanent. Dans les rapports franco-allemands, ces deux éléments ont été fixés par le traité de l'Élysée. La crainte des commentateurs français qu'en invitant Matteo Renzi, la chancelière Merkel « acte la fin du couple franco-allemand » est donc pour le moins prématurée. Cette initiative peut même se retourner contre la chancelière. Un « leadership à trois », plus visible que la coopération administrative et politique permanente franco-allemande, fait d'avantage craindre



Source : [wikimedia.org](http://wikimedia.org)

*Lire la suite page 5*

*Suite de la page 4*

aux « autres Européens » la domination par les trois pays économiquement et démographiquement les plus puissants. Or, vouloir dominer à trois serait renier l'Europe : L'Union était justement pensée comme réponse aux différentes tentatives dans l'histoire d'établir une hégémonie ou une domination sur l'ensemble du continent, tentatives qui finirent régulièrement en guerres sanglantes entre européens.

### Des idées pour l'Europe de demain

L'élargissement du couple franco-allemand à l'Italie pourrait toutefois se justifier dans la situation actuelle si elle permet de trouver un compromis pragmatique aux grands défis qui se posent à l'UE. Les premières pistes d'un tel compromis se trouvent dans le document qui a été diffusé suite à la rencontre. Il définit trois priorités pour donner à l'Europe un nouvel élan : « la sécurité intérieure et extérieure », « une économie forte assortie d'une grande cohésion sociale », et « des programmes ambitieux pour la jeunesse européenne ». Pour la zone euro, il est précisé : « De nouvelles étapes sont nécessaires pour renforcer la croissance, la compétitivité, l'emploi et la convergence, y compris dans les domaines social et fiscal. »

L'importance de ces priorités apparaît clairement si l'on regarde la population européenne sous un angle sociologique. En effet, dans tous les pays membres, les variables « niveau d'éducation » et « revenu » permettent de bien cerner le groupe des citoyens eurosceptiques. Une qualification ainsi que des revenus faibles laissent présager de manière fiable un scepticisme, voire une hostilité, à l'égard du processus de construction européenne. Si la mobilité sociale entre les groupes ainsi décrits est bloquée durablement, il en résulte un nouveau problème de classes. L'UE actuelle pourrait très bien un jour être victime de ce « conflit de classes ». Dans les États membres du Sud ayant un taux de chômage des jeunes élevé, cette réalité est déjà manifeste. En Allemagne, le rejet se manifeste avant tout par la peur de voir baisser son niveau de vie du fait que le pays appartient à la zone euro. Pour stabiliser l'Union, deux choses semblent donc nécessaires. La confiance dans l'Union monétaire doit être regagnée par un vrai respect des règles établies en commun pour garantir une politique budgétaire saine. Mais à côté de cela, il convient aussi de garantir une solidarité perceptible à l'échelle individuelle pour les Européens qui ont à supporter les coûts d'ajustement (de leur économie) aux règles européennes. Pour que les États membres

respectent en même temps les règles budgétaires élaborées avec difficulté, la solidarité devra venir du niveau européen ou de la zone euro, ce qui exigera des moyens supplémentaires. Une « solidarité européenne » dont chaque individu peut faire l'expérience (indépendamment de son appartenance nationale), par exemple sous la forme d'une garantie pour la jeunesse ou d'une assurance chômage européenne, pourrait de nouveau augmenter par des arguments matériels et émotionnels l'adhésion individuelle à l'UE.

Si les grandes lignes d'un compromis semblent donc se dessiner, il dépend maintenant du courage et de la volonté politique des acteurs d'adopter ce compromis – ce qui peut aussi impliquer de le défendre contre son propre camp. Cependant, les dernières nouvelles qui parviennent des deux gouvernements ne vont pas dans ce sens. Chaque côté veut, paraît-il, préparer séparément des propositions pour le prochain sommet européen à Bratislava, en septembre. Comme l'avenir de l'Europe s'est construit sur les compromis entre ses États membres, et d'abord entre l'Allemagne et la France, cette façon de faire permet le doute quant à sa chance d'aboutir aux réformes dont l'Europe a besoin après le Brexit.

Stefan Seidendorf ▶ seidendorf@dfi.de

dfi information

## Présentation d'un nouvel ouvrage collectif à Karlsruhe

« Vers une ville durable : perspectives françaises et allemandes » – tel était l'intitulé d'une table ronde organisée par la ville de Karlsruhe le 20 juin dans la salle de l'Hôtel de ville.

Cette table ronde était organisée à l'occasion de la publication de l'ouvrage collectif *Stratégies pour un développement urbain durable en France et en Allemagne*, recueil qui a vu le jour dans le cadre du projet du même nom conduit par la Fondation Wüstenrot et le dfi et qui présente les exemples concrets de plusieurs communes des deux pays ayant adopté dans ce domaine des approches intéressantes.

Sous la direction de la journaliste de SWR Marie-Dominique Wetzel, le maire de Karlsruhe Frank Mentrup, ainsi que Stefan Krämer de la Fondation Wüstenrot et Dominik Grillmayer du dfi ont débattu des enjeux auxquels les villes se voient confrontées dans la mise en œuvre de stratégies durables. La discussion a essentiellement tourné autour des contraintes qui surviennent forcément au niveau local lorsqu'il s'agit de concilier des questions écologiques, économiques et sociales.



(de g. à dr.) Dominik Grillmayer (dfi), la modératrice Marie-Dominique Wetzel (SWR), Stefan Krämer (Wüstenrot Stiftung) et le maire de Karlsruhe Frank Mentrup. Source : dfi

Un autre point clé a été la question de la gouvernance politique d'un processus qui n'est plus pensable aujourd'hui sans la participation de la population concernée, et qui nécessite la recherche conjointe de compromis visant l'intérêt général et dépassant si possible les intérêts particuliers. Tous les acteurs impliqués doivent assumer une part de responsabilité. Certes, il est clair qu'il existe des différences dans les conditions générales auxquelles sont soumises les villes alle-

mandes et françaises qui ont décidé de mettre en place ce processus – précisément au regard des marges de manœuvre au niveau local. Mais, même si les solutions développées par une commune ne se laissent jamais transposer telles quelles à une autre commune, des effets d'apprentissage intéressants se produisent constamment dans les échanges transfrontaliers sur les questions du développement urbain, qui peuvent inspirer des actions locales dans le pays voisin.

Dominik Grillmayer ▶ grillmayer@dfi.de



## XXXII<sup>ème</sup> Conférence annuelle du dfi

« Economie sociale et solidaire (ESS) en France et en Europe » – tel était l'intitulé de la XXXII<sup>e</sup> Conférence annuelle du dfi qui s'est tenue les 2 et 3 juin 2016 à Ludwigsburg. Il a notamment été question de savoir si les formes économiques solidaires constituent une voie pour sortir de la crise et peuvent lutter contre la fracture sociale. Deux jours durant, des experts ont discuté de l'importance de ce secteur avec une soixantaine de représentants des milieux scientifiques, économiques et administratifs, ainsi qu'avec des personnes intéressées par la France.

Lors de la session d'ouverture, Jean-Pierre Azais, Vice-Président de l'Union des Employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES), Nicole Alix, Présidente des Coop des Communs, une association qui promeut les biens collectifs et Andrea Maier de la Commission européenne ont introduit le sujet. Il en est clairement ressorti que l'économie sociale et solidaire joue également un rôle important dans beaucoup d'autres pays européens. L'ESS nourrit l'espoir d'atténuer les fractures sociales et d'articuler progrès économique et social plus étroitement, comme l'a souligné Jean-Pierre Azais.



Lars Feld lors de son intervention au château de Ludwigsburg. Source : dfi



Andrea Maier, Jean-Pierre Azais, Frank Baasner et Nicole Alix lors de la séance d'ouverture. Source : dfi

Le soir, l'allocation du professeur Lars Feld directeur de l'Institut Walter Eucken à Freiburg dans la salle d'apparat du château de Ludwigsburg a marqué l'apogée de cette première journée. En tant que membre du comité d'experts du gouvernement allemand sur le développement économique, il est l'un des Cinq Sages de l'économie. L'exposé de M. Feld a porté sur le thème « Avons-nous besoin de plus d'activités d'utilité commune ? Le tiers secteur au prisme de

l'économie générale ». Il est parfaitement parvenu à captiver son auditoire d'environ 400 personnes en traitant de questions économiques complexes.

Dans son intervention, Lars Feld a abordé le domaine des activités à but non lucratif, qui ne sont ni orientées vers le marché ni réductibles à la partie publique de l'économie d'un pays. Il voit des « opportunités à saisir » dans le développe-



Henrik Uterwedde (dfi) en pleine discussion avec Philippe Frémeaux (Alternatives Economiques). Source : dfi

ment croissant de l'ESS sans pour autant le considérer comme un modèle économique alternatif. Au cours de la seconde journée, la thématique a été approfondie au sein de deux ateliers parallèles. Chercheurs et praticiens ont discuté des différentes formes de l'ESS, des possibilités de coopération avec des entreprises traditionnelles ainsi que du potentiel et des limites de ce secteur. Il en est clairement ressorti que l'avenir de ce secteur dépendra de s'il bénéficiera ou non de l'engagement et de l'estime de l'ensemble de la société.

Eileen Keller  
Brigitte Veit

► keller@dfi.de  
► veit@dfi.de

## Que fait l'Allemagne ?

**Les participants du programme franco-allemand pour jeunes journalistes de la Robert Bosch Stiftung cherchent en Allemagne des éléments de réponse aux défis actuels.**

Le Brexit devient réalité. Pour beaucoup, le résultat du référendum en Grande-Bretagne a été une surprise, même si les derniers sondages promettaient une issue serrée. Que faire, maintenant, pour faire tenir l'Europe résister aux tendances centrifuges ? Quand il s'agit de l'avenir de l'Union Européenne des 27, la France et l'Allemagne portent une responsabilité conséquente et ont un rôle important à jouer. La bonne nouvelle : dans cette situation difficile, le couple franco-allemand peut s'appuyer sur des structures institutionnalisées, qui avaient été créées avec le traité de l'Elysée et n'ont cessé de s'affirmer depuis. C'est un contexte unique dans les relations bilatérales et un atout de poids quand il s'agit de chercher des compromis solides, car souvent, les positions de départ des deux pays sont loin d'être les mêmes.

Les huit journalistes français et leur collègue italienne ont pu se faire une idée du point de vue allemand dans ces circonstances de crises multiples en rencontrant des représentants du gouvernement ainsi que de l'opposition. Ils sont venus à Berlin dans le cadre du programme de jeunes journalistes organisés depuis 2007 par la Robert Bosch Stiftung et le dfi et qui permet aux participants d'appréhender les réalités politiques et sociales du pays voisin au cours d'un séminaire d'une semaine.

Cette année, le Brexit était l'un des thèmes principaux. Depuis plusieurs semaines en effet, il est venu détrôner l'autre grand sujet, on ne peut moins polémique, qui occupe l'Allemagne depuis des mois et qui continuera sans aucun doute d'être discuté et disputé ces prochaines années : la politique envers les demandeurs d'asile et les réfugiés. De nombreux rendez-vous au cours de ce séminaire ont donc aussi abordé la question de savoir ce que le monde politique mais aussi l'administration et la société civile peuvent faire afin de faciliter l'intégration des migrants. L'entretien à la Chancellerie ainsi que la rencontre avec des personnes responsables de l'hébergement et de l'encadrement de réfugiés a bien montré l'ampleur des défis que rencontrent tous les acteurs concernés.

Autre visite, autre thème. Les participants se sont rendus à la société Berlin Chemie AG à Adlershof et y ont découvert une entreprise de l'ancienne RDA qui a réussi à se maintenir avec succès après la réunification grâce entre autres au rachat par une entreprise pharmaceutique italienne et au bon



*Honey Deihimi (au centre) a reçu les participants à la Chancellerie. Source : dfi (toutes les photos de la page)*

fonctionnement du dialogue social au sein de la société.

Conformément au public cible de ce programme, la découverte du paysage médiatique de l'Allemagne était au programme. Dès l'ouverture du séminaire au premier weekend de juillet dans les locaux de la Robert Bosch Stiftung, les participants de l'édition 2016 ont pointé et discuté des différences entre les médias français, allemands et italiens - l'Italie étant cette année associée au programme. Au cours de la semaine qui suivit, les participants français et italiens ont eu l'occasion de



*Andreas Jung, membre du Bundestag, a reçu le groupe dans les bureaux de l'Assemblée.*



*Dans la Newsroom du quotidien Tagesspiegel.*



*Les participants de l'édition 2016 du programme de jeunes journalistes à Berlin.*

visiter la rédaction du quotidien Tagesspiegel, les studios de la chaîne ARD, de discuter avec un correspondant et se sont ainsi fait une image des pratiques journalistiques dans le pays voisin. Enfin, un rendez-vous chez les *Neue deutsche Medienmacher* a permis de faire le pont entre la scène médiatique et le thème de l'intégration. Ce groupe est un réseau d'acteurs de la vie médiatique dont beaucoup (mais pas tous) sont issus de l'immigration qui s'engage pour un journalisme sans stéréotypes propagande et a pour objectif de mieux représenter la diversité du pays.

Dominik Grillmayer ▶ grillmayer@dfi.de



*Visite guidée des studios de la chaîne ARD.*



*Rencontre à la société Berlin Chemie AG. Thomas Grünerberger (4<sup>ème</sup> en partant de la droite), à la tête du comité d'entreprise, a expliqué aux participants les changements dans l'entreprise après la réunification.*

## France – Allemagne : Relancer le moteur de l'Europe

**Philippe Gustin présente son livre au dfi et fait des propositions pour relancer le moteur franco-allemand.**

La France et l'Allemagne forment un couple condamné à s'entendre. Telle est la thèse que défend Philippe Gustin, ancien ambassadeur de France en Roumanie et actuellement haut fonctionnaire au conseil départemental de l'Eure, dans son ouvrage paru sous le titre France – Allemagne : relancer le moteur de l'Europe. Le 7 juin, 70 personnes environ ont assisté avec intérêt à la présentation de son livre à l'Institut franco-allemand (dfi) de Ludwigsburg.



Philippe Gustin



Philippe Gustin et Stefan Seidendorf (dfi).  
Source : dfi

Philippe Gustin expose ainsi sa vision des choses : selon lui, le moteur franco-allemand est en panne. Les relations entre les deux pays sont devenues routinières, l'entente et la confiance ont disparu. Pourtant, les institutions sur lesquelles

se fonde la coopération restent solides. Autre point positif, Français et Allemands à plus de 85% ont une très bonne estime les uns des autres tandis que l'interdépendance économique demeure toujours très forte. Une bonne raison de penser que la société civile peut faire beaucoup pour améliorer la situation.

C'est sur ces bases ambivalentes mais néanmoins saines que Gustin veut construire, notamment lorsqu'il réclame deux ministres pour les relations franco-allemandes. Il se montrerait même prêt à accorder à l'Allemagne, à côté de la France, un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Selon lui, l'Europe doit « continuer à exister » quoi qu'il en soit, son « moteur doit être relancé », et les relations entre les pays doivent être « approfondies et davantage politisées ». Et cela, même si l'objectif n'est pas encore défini.

Stefan Seidendorf, directeur adjoint du dfi, voit dans ces propositions un modèle prometteur pour la coopération de voisinage entre pays et un

bon exemple de « gestion de la différence ». Il veut dire par là que les États membres de l'Union européenne (UE) et leurs citoyens sont tous différents et qu'ils tiennent à conserver leur diversité. En dépit des divergences d'intérêts, les relations franco-allemandes et l'UE offrent un cadre pour traiter cela de manière constructive et trouver des compromis. Dans la pratique politique, cela se traduit par exemple de la manière suivante : à l'origine, deux États s'opposent sur des conflits d'intérêts. Au fil des échanges et des négociations – prévus dans le cadre institutionnel – ils évoluent vers un compromis et vers la capacité à gérer de façon productive leurs désaccords. De la coopération entre des partenaires extrêmement différents peut émerger un consensus. C'est ainsi que s'est développé entre l'Allemagne et la France le moteur franco-allemand si souvent invoqué, dont l'efficacité en a fait de plus en plus un moteur européen, à condition qu'il reste ouvert aux intérêts des autres États membres.

Brigitte Veit

▶ [veit@dfi.de](mailto:veit@dfi.de)



Le public à l'occasion du discours de Philippe Gustin. Source : dfi



## Bonne coopération entre la Chambre de Commerce et d'Industrie de Ludwigsburg et le dfi

Le 9 juin dernier, le directeur du dfi Frank Baasner a fait le point devant la Chambre de Commerce et d'Industrie (IHK) du district de Ludwigsburg sur la situation politique et économique actuelle de la France. Le président de l'IHK Heinz-Werner Schulte et la nouvelle directrice principale Sigrid Zimmerling ont été à l'initiative de cet événement. [► vers l'article](#)

Frank Baasner [► baasner@dfi.de](mailto:baasner@dfi.de)

*Heinz-Werner Schulte, Sigrid Zimmerling  
et Frank Baasner devant un portrait  
du président-fondateur de l'IHK Dr. Carl Schaefer.*



## Coopérer – mais comment ?

**Le 16 juin s'est déroulée à la Maison de la Chimie à Paris une manifestation organisée par l'Institut du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (INTEFP). La journée a été consacrée aux structures de coopération locales dans les domaines du développement économique et du marché de l'emploi. A cette occasion Frank Baasner et Dominik Grillmayer y présentèrent la situation en Allemagne devant une centaine d'auditeurs.**

C'est sur cette conférence que s'est achevé un programme de formation continue d'un an mis en place par l'INTEFP à destination d'entrepreneurs, de syndicalistes et de fonctionnaires de l'État français travaillant dans les collectivités territoriales. La formation, organisée en cinq modules d'une semaine chacun, a pour but d'échanger de manière ouverte sur les questions relatives au dialogue social, aux relations professionnelles et à la transformation du monde du travail. Pour cette 34<sup>e</sup> édition du programme, l'INTEFP a pour la première fois convié au sein du conseil scientifique un représentant étranger, en l'occurrence Dominik Grillmayer du dfi, pour compléter le point de vue spécifiquement français sur les structures de coopération locales par une perspective internationale. Le colloque a offert l'occasion de passer en revue les expériences faites lors des différents modules, parmi lesquelles deux voyages à l'étranger (à San Francisco et à Munich), et de discuter des actions possibles pour l'avenir. Les conclusions des participants à cette formation continue sont désormais rassemblées dans une publication coordonnée par l'INTEFP en coopéra-



*Jean-Luc Cade (Association Bretonne des Entreprises Agroalimentaires), Catherine Sauviat (IRES), Yann Trichard (Centre des Jeunes Dirigeants), Dominik Grillmayer (dfi) et le modérateur du colloque.  
Source : Daniel Xirau*

tion avec le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) et le dfi. Celle-ci paraîtra vraisemblablement à la fin de l'année.

Dominik Grillmayer [► grillmayer@dfi.de](mailto:grillmayer@dfi.de)



*Cécile Jolly (France Stratégie) et Frank Baasner (dfi).  
Source : Daniel Xirau*

## On y va – une subvention, et plus encore

Pour la troisième fois, le dfi et la Robert Bosch Stiftung lancent l'appel à projets dans le cadre du programme « On y va – auf geht's – let's go ! » afin de soutenir par une subvention allant jusqu'à 5 000 € de nouveaux projets de coopération entre citoyens européens.

Les critères pour poser une candidature sont les suivants :

- ❑ Le projet doit être porté par (au moins) trois partenaires : un partenaire allemand, un français et un troisième d'un autre pays de l'UE
- ❑ Au moins un des partenaires doit être une institution reconnue d'intérêt général
- ❑ L'échange doit être au cœur du projet
- ❑ La prochaine date butoir de candidature est le 7 octobre 2016 pour les projets débutant au plus tôt au 1er décembre 2016. Tous les projets doivent cependant être terminés avant la fin d'année 2017.

Le programme On y va s'adresse à tous les acteurs de la société civile (associations, groupes de citoyens, écoles, comités de jumelages, administrations) et soutient des projets dans tous les domaines.



*Exemple d'un projet subventionné : Système D, un projet sur le thème de l'environnement et la réduction des ordures. Lors d'un défilé, les habitants et les porteurs du projet ont présenté les callebasses construites sur place, qui en accord avec la tradition africaine pourrait redevenir une alternative au sachet plastique pour le transport des aliments.*

On y va est un programme qui va au-delà du soutien financier et propose aux porteurs de projet un suivi et des conseils dès la conception du projet et jusqu'à la clôture des activités. De même, les personnes intéressées par le programme sont invitées à participer au prochain



*But premier du projet était la création d'une place à palabre pour le village. Ici la place terminée.*

*Source (les deux photos) : Projet Système D*

séminaire afin de rencontrer des participants des projets actuellement subventionnés, de trouver de nouveaux partenaires et de participer à un atelier de candidature. Le prochain séminaire aura lieu en septembre à Strasbourg.

Retrouvez toutes les informations sur le programme, les conditions de participation et le séminaire sur le site Internet

► [www.on-y-va-ensemble.eu](http://www.on-y-va-ensemble.eu).

Bénédicte King ► [ideenwettbewerb@dfi.eu](mailto:ideenwettbewerb@dfi.eu)

## Journée de l'automobile à Tübingen, Allemagne

Que peut-on dire de la compétitivité de l'industrie automobile en France et en Allemagne ? Cette question était au centre d'un congrès organisé conjointement par l'institut de recherche *Forschungsinstitut für Arbeit, Technik und Kultur* (Tübingen), l'École Supérieure de Pforzheim, l'Université de Tübingen et le dfi.

Au cours de cette journée, de nombreux aspects ont été abordés : gestion de l'entreprise mais aussi sociologie du travail ou culture de l'entreprise. Les 30 chercheurs et des hommes de terrain français et allemands présents ont analysé et comparé les différences considérables entre les situations des deux pays. En conclusion, les participants ont retenu qu'au-delà de ces divergences, l'industrie automobile en générale avait des jours difficiles à surmonter sur le marché global.

Frank Baasner ► [baasner@dfi.de](mailto:baasner@dfi.de)



*Henrik Uterwedde, dfi,  
en échange avec Christian Dufour. Source : dfi*

## L'heure du conte à l'Institut franco-allemand

Dans le cadre du second Festival du conte franco-allemand, l'Institut franco-allemand (dfi) a accueilli le 9 juin dernier une manifestation autour du conte.

A cette occasion, le directeur du dfi Frank Baasner a lu quatre contes tirés de recueils d'Andersen et des frères Grimm. C'est de ces recueils que sa grand-mère lui récitait des contes lorsqu'il était enfant. Le public était composé d'élèves de sixième et cinquième de la section bilingue française du Goethe-Gymnasium de Ludwigsburg.

Le Festival du conte franco-allemand a pour mot d'ordre « Les contes dépassent les frontières – Liberté, Égalité, Fraternité ». Sur le modèle de la devise de la République française se sont déroulées du 6 au 17 juin plus de 70 manifestations et ateliers dans le Bade-Wurtemberg et en Alsace.

Le Festival du conte franco-allemand est organisé par le Centre culturel allemand du conte à Berlin.



Le directeur du dfi Frank Baasner lors de sa lecture de contes. Source : Monika Panse

Pour plus d'informations : Martin Villinger,  
Institut franco-allemand, Frankreich-Bibliothek,  
Asperger Straße 30, D-71634 Ludwigsburg,  
Téléfon : +49 7141-9303-35,  
Fax : +49 7141-9303-55  
Martin Villinger ▶ villinger@dfi.de

## « Pour travailler sur la France, c'est le lieu idéal... »

### L'Institut franco-allemand et sa bibliothèque, un objectif de visite pour séminaires de recherche

Cette année à nouveau, les professeurs Mechthild Gilzmer et Dietmar Hüser ont profité de la semaine durant laquelle se déroulait la Conférence annuelle de l'Institut franco-allemand (dfi) pour organiser un séminaire de recherche au dfi. Les sujets auxquels se sont attelés les étudiants ont porté sur les causes de la progression du Front National et sur l'idée que cela engendre un changement dans la culture politique de la France. Grâce au vaste fonds dont dispose la Frankreich-Bibliothek sur la France contemporaine – sur le Front National en particulier et sur la culture politique du pays en général, elle offre en effet à ses usagers l'accès à plus de 3 000 articles et ouvrages scientifiques et à plus de 10 000 articles de presse – tous les participants ont pu trouver la littérature appropriée pour répondre à leurs questions spécifiques et ainsi découvrir tout l'attrait d'un véritable travail de recherche.

Le professeur Jörg Requate, titulaire de la chaire d'Histoire de l'Europe de l'Ouest aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle à l'Université de Kassel, a fait pour la première fois le voyage à la Frankreich-Bibliothek avec ses étudiants, à la mi-juin. Le domaine thématique sur lequel a travaillé le groupe portait sur « Les relations franco-allemandes au XX<sup>e</sup> siècle ».

Les participants se sont ainsi penchés sur différents aspects, comme par exemple la vision française de la réunification allemande en 1989-90, la vision réciproque du système scolaire et les réformes du système éducatif du pays voisin dans les années 1970 et 1980, ou bien encore la réaction de la presse française à la déchéance de nationalité est-allemande de Wolf Biermann en 1976.

Dans un exposé de fond s'appuyant sur son activité durant plus de 40 ans au service du dfi, Henrik Uterwedde a d'abord retracé pour le groupe de Kassel l'évolution des relations franco-allemandes depuis le début des années 1970. Il a ensuite discuté avec les étudiants de la situation actuelle et des perspectives d'avenir.

Si vous voulez en savoir davantage sur l'organisation de visites de groupe sur un ou plusieurs jours à la Frankreich-Bibliothek, vous pouvez vous adresser directement à la Frankreich-Bibliothek : frankreich-bibliothek@dfi.de  
Téléfon : +49 7141/93 03 – 34

Martin Villinger ▶ villinger@dfi.de



Mechthild Gilzmer (derrière à droite) et Dietmar Hüser (derrière à gauche) avec leurs étudiants de Saarbrücken devant l'entrée de la Frankreich-Bibliothek. Source : dfi



Jörg Requate (g.) et les étudiants de Kassel en pleine discussion avec Henrik Uterwedde (dr.) sur les relations franco-allemandes. Source : dfi

## MEGA Programme

La 9<sup>e</sup> édition du MEGA / Master Européen de Gouvernance et d'Administration - programme de formation continue franco-allemand, bilingue et compatible avec l'exercice d'une activité professionnelle - sera inaugurée en février 2017.

Initiative intergouvernementale, le MEGA offre une formation de haut niveau proposée par des partenaires académiques et institutionnels français et allemands de premier plan. L'Executive Master s'étend sur deux années et s'adresse aux cadres des secteurs public et privé. Organisé autour de quatre modules d'enseignement de deux semaines à Paris, Potsdam, Strasbourg et Berlin, un stage de neuf semaines ainsi qu'un projet d'équipe et un mémoire, le cursus permet aux participants de confronter le contenu pédagogique de la formation avec leurs propres expériences professionnelles dans une perspective franco-allemande et européenne comparée.

Nous nous réjouissons d'élargir avec la 9<sup>e</sup> promotion du MEGA un réseau européen comptant près de 140 diplômés.

Informations complémentaires sur le programme et les conditions de candidature dans la brochure bilingue et sur le site [www.mega-master.eu](http://www.mega-master.eu).

La date limite de dépôt de candidature est le 30 septembre 2016.

MEGA-Konsortialbüro an der Universität  
Potsdam /UP Transfer GmbH  
Frau Marie Augère  
August-Bebel-Straße 89  
Haus 7, 2. Etage, Raum 225  
14482 Potsdam  
E-Mail: [augere@uni-potsdam.de](mailto:augere@uni-potsdam.de)  
Téléfon: 0049 / (0)331 977 4527  
Fax: 0049 / (0)331 977 4617  
▶ [www.mega-master.eu](http://www.mega-master.eu)



## Postdoctorales transfrontalières à Luxembourg, du 7 au 10 novembre 2016



Séminaire interactif sur l'évolution professionnelle.  
Source : UFA/DFH

L'antenne ABG-UFA a pu constater, grâce à ses échanges avec différents partenaires européens, que de nombreux jeunes chercheurs ne connaissent pas ou peu les alternatives professionnelles qui leur étaient offertes en dehors du secteur académique et ne se sentaient pas suffisamment préparés pour opérer leur transition vers le secteur économique. Or, c'est grâce à cela notamment qu'ils vont pouvoir contrebalancer les aspects négatifs de la recherche académique : de moins en moins de postes permanents, une recrudescence de CDD, des réglementations limitant la durée du statut contractuel.

Consciente de ces enjeux et soucieuse de les accompagner au mieux dans leur évolution professionnelle, l'antenne ABG-UFA a décidé d'organiser un séminaire spécifiquement dédié aux chercheurs en CDD du secteur public ou en recherche d'emploi. Ce séminaire leur permettra de faire le point sur leurs compétences et leur projet professionnel, d'envisager de nouvelles perspectives de carrière et de communiquer efficacement auprès des recruteurs en France, Allemagne et au Luxembourg.

Contact :  
Bérénice Kimpe ▶ [kimpe@dfh-ufa.org](mailto:kimpe@dfh-ufa.org)

Infos : [www.dfh-ufa.org/forschung/abg/vorbereitung-auf-den-berufseinstieg/cross-border-postdoctorales](http://www.dfh-ufa.org/forschung/abg/vorbereitung-auf-den-berufseinstieg/cross-border-postdoctorales)



### Agenda

#### Du 25 septembre

Séminaire pour jeunes journalistes allemands et italiens en formation, Paris

### Impressum

Deutsch-Französisches Institut  
Asperger Straße 34  
D-71634 Ludwigsburg  
Tel +49 (0)7141 93 03 0  
Fax +49 (0)7141 93 03 50

▶ [www.dfi.de](http://www.dfi.de)

▶ [info@dfi.de](mailto:info@dfi.de)

Rédaction : Waltraut Kruse  
Traduction : Céline Choppin,  
Bénédicte King, Clémentine Chaigneau  
Directeur de la publication :  
Prof. Dr. Frank Baasner